

Arrêté grand-ducal du 5 novembre 1999 autorisant la création du Syndicat intercommunal du Centre pour la Conservation de la Nature, en abrégé «Sicona Centre» dans les communes de Beckerich, Bissen, Feulen, Grosbous, Mertzig, Redange-sur-Attert et Vichten.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Beckerich en date du 15 mars 1999, de Bissen en date du 13 janvier 1999, de Feulen en date du 11 mars 1999, de Grosbous en date du 23 mars 1999, de Mertzig en date du 12 mars 1999, de Redange-sur-Attert en date du 3 mars 1999 et de Vichten en date du 12 juillet 1999;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les communes de Beckerich, Bissen, Feulen, Grosbous, Mertzig, Redange-sur-Attert et Vichten sont autorisées à créer un syndicat intercommunal ayant pour attribution les objets plus amplement spécifiés à l'article 4 du présent arrêté grand-ducal.

Art. 2. Le syndicat porte le nom de «Syndicat Intercommunal du Centre pour la Conservation de la Nature,» (SICONA-Centre) dans les communes de Beckerich, Bissen, Feulen, Grosbous, Mertzig, Redange-sur-Attert et Vichten.

Art. 3. Le siège du syndicat est fixé à Grosbous.

Art. 4. Il a pour objet l'entretien, l'amélioration et la création de biotopes en zone verte dans les communes syndiquées. Ces mesures auront pour but la sauvegarde de la biodiversité et la protection respectivement la restauration des paysages.

Art. 5. La participation des communes aux frais d'investissements ainsi qu'aux droits et obligations du syndicat est réglée d'après une clef de répartition basée sur la population de résidence habituelle d'après le dernier recensement général et la surface des terres de culture d'après le dernier recensement de l'agriculture, le premier critère étant considéré pour 2/3 et le deuxième pour 1/3.

Art. 6. L'exploitation annuelle du syndicat est organisée de manière à ce que les charges prévisibles au budget ordinaire y compris les dotations aux comptes d'amortissement et les frais financier soient équilibrées par les recettes annuelles équivalentes. Les prestations et fournitures du syndicat sont facturées au prix de revient pour le syndicat. Des déficits éventuels sont facturés aux communes-membres proportionnellement aux prestations fournies pendant les deux dernières années.

Art. 7. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune est représentée par un délégué et un délégué suppléant.

Art. 8. Le comité peut s'attacher du personnel administratif et technique à des conditions de formation et de rémunération fixées par lui. Les travaux de secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés; le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité.

L'engagement et la fixation de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 9. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat, d'organiser le service et de surveiller son fonctionnement dans toutes les branches.

Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assurer la mission qu'il assume.

Art. 10. Le syndicat est constitué pour une durée de 10 ans. La première année se termine avec l'année civile. Une tacite reconduction de l'acte syndicat règle une nouvelle durée de 10 ans avec un délai de préavis de 6 mois au moins à accorder à celles des communes qui voudraient quitter le syndicat.

Art. 11. Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution.

Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 12. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 5 novembre 1999.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CENTRE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE
(SICONA CENTRE)

Art. 1^{er}. Membres et Objets.

1. Les communes de Beckerich, Bissen, Feulen, Grosbous, Mertzig, Redange et Vichten ont convenu de créer un syndicat intercommunal dénommé «Syndicat Intercommunal du Centre pour la Conservation de la Nature (SICONA Centre)».

2. Le syndicat est régi:

- par la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite;
- par l'arrêté grand-ducal autorisant sa création;
- par les présents statuts qui font partie intégrante de l'arrêté grand-ducal d'institution.

3. Le syndicat a pour objet l'entretien, l'amélioration et la création de biotopes en zone verte dans les communes syndiquées. Ces mesures auront pour but la sauvegarde de la biodiversité et la protection respectivement la restauration des paysages.

4. La participation des communes aux frais d'investissements ainsi qu'aux droits et obligations du syndicat est réglée d'après une clef de répartition basée sur la population de résidence habituelle d'après le dernier recensement général et la surface des terres de culture d'après le dernier recensement de l'agriculture, le premier critère étant considéré pour 2/3 et le deuxième pour 1/3. La participation aux frais d'investissement ne pourra dépasser le montant global de 20 millions de francs sur une période de 10 ans.

5. Le comité du syndicat entendu en son avis, d'autres communes peuvent entrer au syndicat, conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi du 14 février 1900 et après accomplissement des conditions suivantes, à savoir:

L'apport de tout membre entrant est calculé d'après la clé fixée à l'alinéa 4 de l'article 1er et consiste:

- a) en une participation au capital net d'après le dernier bilan arrêté.
- b) en un cautionnement solidaire des obligations des communes déjà syndiquées.

La liquidation de la participation financière des communes nouvellement admises peut être échelonnée ou reportée sur plusieurs années selon les conditions et modalités à fixer de cas en cas par le comité du syndicat.

6. L'exploitation annuelle du syndicat est organisée de manière à ce que les charges prévisibles au budget ordinaire y compris les dotations aux comptes d'amortissement et les frais financiers soient équilibrés par les recettes annuelles équivalentes. Les prestations et fournitures du syndicat sont facturées au prix de revient pour le syndicat. Des déficits éventuels sont facturés aux communes membres proportionnellement aux prestations fournies pendant les deux dernières années.

Art. 2. Attributions du syndicat.

Le syndicat a pour objet l'entretien, l'amélioration et la création de biotopes naturels ou semi-naturels et de mettre en oeuvre les dispositions prévues par des plans d'évaluation et de gestion écologique. Ces mesures auront pour but la sauvegarde de la biodiversité ainsi que la protection respectivement la restauration des paysages et se situent dans le cadre d'une politique visant un développement durable sur la plan régional.

Tout projet ayant un but essentiellement récréatif, touristique ou économique est exclu. Sont également exclues toutes mesures visant purement ou principalement l'amélioration des conditions de vie ou l'augmentation en nombre du gibier de chasse.

Les interventions mentionnées se feront sur terrain privé, communal ou en domaine de l'Etat suivant accord avec le propriétaire.

Art. 3. Siège du syndicat.

Le siège du syndicat est fixé à Grosbous.

Art. 4. Administration.

1. Le syndicat est administré par un comité. Les membres du comité sont élus au scrutin secret par les conseils communaux intéressés dans les formes établies par les articles 32, 33, et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

2. Chaque commune est représentée dans le comité par un délégué et un délégué suppléant.

3. Le choix du conseil communal peut porter sur tout membre du conseil communal.

4. Le comité sera renouvelé après chaque renouvellement des conseils communaux et dans le mois qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

5. En cas de renouvellement intégral du conseil communal de l'une des communes syndiquées, par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procédera, dans le mois de son installation, à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

6. Les délégués sortants sont rééligibles.

7. Le comité élit au scrutin secret parmi ses membres un président et 2 vice-présidents pour la durée de leur mandat.

8. Le comité élit les membres du bureau pour la durée de leur mandat. Le bureau se compose de trois membres au moins, dont le président et les 2 vice-présidents.

9. Pour les décisions demandant des connaissances spécifiques sur l'environnement naturel, le comité et le bureau peuvent prendre l'avis d'un conseil technique à désigner par le comité.

Art. 5. Gestion.

1. Le comité se réunit, sur la convocation de son président, aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.

2. Le président est obligé de convoquer le comité soit sur l'initiative du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, soit sur la demande de la moitié au moins des membres du comité.

3. La convocation se fait par écrit et à domicile des délégués et au collège des bourgmestres et échevins au moins 15 jours avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Les délégués prendront l'avis du collège des bourgmestres et échevins. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit par le président qui indiquera le motif dans l'invitation. Dans ce cas l'invitation devra être signée par au moins 2 membres du bureau.

4. Le comité ne peut prendre de résolutions que si la majorité des délégués en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages, chaque commune syndiquée disposant d'une seule voix.

5. Pour la cas où le comité n'est pas en nombre, une assemblée nouvelle convoquée pour le même ordre du jour dans le délai prévu sub. 3., peut prendre des décisions valables sans égard au nombre des délégués présents. Cette stipulation doit être textuellement exprimée dans la lettre de convocation.

6. Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

7. Les délibérations du comité sont rédigées par écrit dans les formes prévues à l'article 26 de la loi communale du 13 décembre 1988. Elles sont consignées dans un procès-verbal qui est notifié en copie à tous les membres et aux collègues des bourgmestres et échevins des communes syndiquées.

8. Le comité du syndicat peut engager du personnel administratif et technique à des conditions de formation et de rémunération fixées par lui. Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés; le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité. L'engagement et la fixation de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

9. Les séances du comité ne sont pas publiques.

Art. 6. Conseil technique.

Le conseil technique se compose d'au moins sept membres, dont un délégué du Service Conservation de la Nature et un délégué du Musée d'Histoire Naturelle et 2 représentants du comité. Ont droit à un représentant la Société Natura, le Mouvement Ecologique et la Ligue Luxembourgeoise pour la Protection de la Nature et des Oiseaux. Peuvent être associés au conseil technique des représentants d'une section ou association locale de protection de la nature ou des citoyens engagés dans ce domaine ainsi que des représentants du milieu agricole sur proposition d'un des organismes-membres du conseil technique ou des communes. Peuvent également être invités aux réunions du conseil technique les agents du syndicat chargés de la supervision et l'exécution des travaux de conservation de la nature. Le conseil technique élit parmi ses membres un président et un secrétaire. Sur demande du président du syndicat, le président et le secrétaire du conseil technique assisteront avec voix consultative aux réunions du comité. Les membres du conseil technique n'ont droit à aucune indemnité.

Art. 7. Compétences.

1. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat, d'organiser le service et de surveiller son fonctionnement dans toutes les branches.

2. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assurer la mission qu'il assume.

3. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées, du service institué et du personnel y rattaché.

4. Notamment les affaires suivantes sont soumises à la décision du comité:

- a) établissement des règlements de fonctionnement interne,
- b) nomination et révocation des fonctionnaires et employés, fixation des traitements et indemnités du personnel,
- c) fixation des tarifs concernant les prestations et fournitures du syndicat,
- d) approbation du budget et des changements y survenus,
- e) approbation du compte d'exercice,
- f) acceptation de dons et legs.

Le comité est en outre appelé à se prononcer sur des changements de statuts et sur des demandes de sortie d'une commune syndiquée.

5. Le bureau prépare les réunions du comité.

6. Le président est chargé de l'ordonnancement des dépenses décidées par le comité et de la surveillance de la comptabilité.

7. Le président prépare les travaux du bureau et se charge de l'exécution des décisions du comité. Il représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.

8. En cas de partage des voix, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage dans cette seconde séance le président ou son représentant a voix prépondérante.

9. Les actions judiciaires sont soutenues, en action ou en défense, par le président, après décisions du comité. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

10. Le président peut, sans autorisation préalable du comité, faire tous les actes conservatoires et interruptifs des délais de forclusion, prescription ou déchéance.

Art. 8. Organisation de la gestion comptable du syndicat.

1. Sous réserve de l'autorisation du Ministre de l'Intérieur, le syndicat tient une comptabilité commerciale.
2. Annuellement le syndicat établit avant le 15 novembre le budget de l'année suivante et qui comprend obligatoirement un budget ordinaire et un budget extraordinaire.
3. Le compte de l'année est présenté sous forme d'un compte d'exploitation et d'un bilan établi au 31 décembre de l'année.

Art. 9. Organe de surveillance.

1. La surveillance du syndicat, notamment des actes portant approbation du budget, compte et bilan est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district de Diekirch. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi modifiée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.
2. Les décisions du comité sont soumises, comme celles des conseils communaux, à l'approbation du Ministre de l'Intérieur pour autant que cette autorisation est requise.
3. En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président, celles réglant les droits et devoirs du conseil communal sont applicables au comité.

Art. 10. Durée du Syndicat.

1. Le syndicat est formé pour la période de 10 ans; la première année se termine avec l'année civile. Une tacite reconduction de l'acte syndicat règle une nouvelle durée de 10 ans avec un délai de préavis de 6 mois au moins à accorder à celles des communes qui voudraient quitter le syndicat.
2. La dissolution et la liquidation se feront conformément à la loi.
3. En cas de dissolution des déficits éventuels sont couverts par des participations des communes membres proportionnellement aux prestations fournies par le syndicat pendant les deux dernières années. Des excédents éventuels sont versés aux communes membres selon la même clef de répartition.

Art. 11. Entrée en vigueur.

1. L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour de leur approbation par l'autorité supérieure.
-